

## Nuages sombres sur les services publics

*Avec « un déficit structurel persistant » et un projet de diminution des impôts des entreprises qui créera un manque à gagner de plusieurs centaines de millions par an, les finances de l'Etat risquent bien de virer au rouge ces prochaines années. Le retour des beaux jours ne rime donc pas avec ciel serein pour le personnel des services publics et les secteurs subventionnés. Au contraire, à l'horizon pointent de nombreux nuages sombres : sur les salaires, sur les budgets en postes, et sur les prestations à la population.*

### Salaires menacés

Comme le Grand Conseil s'obstine à refuser toute hausse des revenus de l'Etat, la majorité politique de ce canton (PLR-PDC-UDC-MCG) risque bien de s'attaquer encore une fois à sa cible favorite : le salaire du personnel des services publics et para-publics.

Le versement des annuités ces prochaines années est donc fortement menacé, et l'on s'achemine donc vers un énième gel des salaires.

Et comme si cela ne suffisait pas, deux projets s'attaquent directement aux salaires de la fonction publique :

- le projet **SCORE** du Conseil d'Etat, qui sous couvert de « modernisation » dévalorise fortement les métiers administratifs techniques (voir tract du Cartel intersyndical au verso),
- le projet de loi 11428 du PLR, qui **supprime la base légale de l'automatisme des annuités**. Même si dans les faits, cette automatisme n'a été que rarement appliquée ces dernières années, le PLR veut ancrer définitivement l'annuité conditionnelle dans la loi.

### Travailler à moins, travailler plus

Les directives budgétaires sont identiques partout : il faut couper dans les postes. Plan Per4mance aux HUG, « réallocations de postes » ou « redéploiement des ressources » partout ailleurs, les employeurs ne tarissent pas d'euphémismes pour couper dans les postes.

Or, l'expérience le démontre : la dégradation des conditions de travail et des prestations publiques n'est pas une fatalité. Des luttes syndicales bien menées peuvent porter leurs fruits. Mais l'engagement de chacun-e est nécessaire. Alors, faites un pas : participez nombreuses et nombreux à l'

Là encore, certains partis politiques estiment que les employeurs Etat, HUG, EPI, etc, n'en font pas assez, et ont déposé des projets de loi extrêmement contraignants :

- le PL 11398 du PLR, qui veut **conditionner toute création de nouveaux postes à la suppression du même nombre de postes** dans un autre service/département/institution ;
- le PL 11323 de l'UDC, qui veut purement et simplement **supprimer 1800 emplois** à Genève, en **augmentant le temps de travail** de 40h à 42h hebdomadaires pour « compenser » cette diminution du personnel.

### Coupes dans les prestations publiques

Alors que le personnel a fait des efforts considérables ces dernières années pour maintenir des prestations publiques de qualité, parfois au prix de sa santé, les restrictions ont clairement atteint leurs limites. On ne compte plus les services/établissements qui dénoncent le manque de moyens : du Service de protection des adultes, à celui des mineurs, de l'Office cantonal de l'emploi à celui de la jeunesse, en passant par les EPI, l'hôpital, l'Hospice, ou encore les établissements d'éducation spécialisée, partout les prestations à la population se dégradent.

**Assemblée du personnel de l'Etat et du secteur  
subventionné**

**Mardi 17 juin 2014, à 20h à la salle du Faubourg**  
6, rue des Terreaux-du-temple